

Encenser Mandela pour couvrir une nouvelle guerre coloniale

Ce mardi, Sarkozy et Hollande seront main dans la main à Johannesburg en compagnie de tous les chefs d'États du monde capitaliste. Les deux présidents salueront le sens moral de Mandela, l'encenseront comme un homme de paix, au moment même où leur armée se déploie au Centrafrique. La troisième intervention militaire française sur ce continent en trois ans, après la Lybie et le Mali.

Prêcher la « réconciliation » aux opprimés...

La lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud a duré des dizaines d'années. Elle a été marquée par des révoltes de jeunes chômeurs cantonnés dans des ghettos noirs comme Soweto, et par les grèves politiques des ouvriers et des mineurs pour la chute du régime. La classe ouvrière et sa jeunesse voulaient renverser l'apartheid pour accéder à la dignité, à un emploi, à un logement décent, à la santé, à l'éducation.

Le régime d'apartheid est tombé il y a vingt ans. Mais l'ordre capitaliste demeure.

Et aujourd'hui en Afrique du Sud, le chômage est au plus haut, le Sida fait des ravages, et la population noire est la première victime de cette ségrégation sociale. L'exploitation ne s'est pas adoucie, comme l'a montré la répression féroce de la grève des mineurs de Marikana l'an dernier, où trente-neuf d'entre eux ont été assassinés par la police. C'est que les hommes de l'appareil d'État et du patronat Sud-Africain sont restés en place, même s'ils ont dû faire une petite place à l'élite noire privilégiée.

Parce qu'il a croupi vingt-sept ans en prison sous l'œil indifférent des grandes puissances qui lui rendent aujourd'hui hommage, Mandela est devenu le symbole de la lutte contre l'oppression raciale. Mais ce combat des pauvres et des ouvriers, les dirigeants impérialistes voudraient l'ensevelir sous les chrysanthèmes. Ils ne saluent que la « *transition pacifique* » qui a marqué la fin de l'apartheid et la politique de « *réconciliation* » menée par Mandela et son parti, l'ANC, au pouvoir depuis vingt ans. Une politique qui a surtout réconcilié le pouvoir blanc allié

au capitalisme mondial avec une mince couche dirigeante noire, aux dépens des masses pauvres d'Afrique du Sud.

... Et partir en guerre pour les intérêts des riches

Mais l'esprit de responsabilité et de conciliation n'est jamais tant vantés que lorsqu'il s'applique aux luttes des opprimés. Quand l'État français voit ses intérêts menacés par le chaos qu'il a lui-même créé en Centrafrique, il n'agit pour lui ni de compromis ni même de pondération : plus d'un millier de soldats dépêchés sur place en une soirée !

Ce pays, riche en ressources naturelles, est l'un des plus pauvres du monde. Ses dictateurs successifs depuis « l'empereur » Bokassa 1^{er} jusqu'au président actuel ont toujours été en relations étroites avec l'impérialisme français.

C'est qu'il y a de l'argent à se faire, même sur le dos d'une population misérable. En témoignent les visites, cet été, à Bangui de Claude Guéant ou de Jean-Christophe Mitterrand, venus négocier des contrats.

À force de piller le pays en s'appuyant sur la corruption des élites locales et sans se soucier le moins du monde de développer les infrastructures et les services publics, la France a plongé la Centrafrique dans le chaos des groupes armés rivaux. A tel point qu'Areva ne peut plus exploiter depuis un an une mine d'uranium dont elle a pourtant obtenu la concession.

Cette nouvelle intervention militaire n'a rien d'humanitaire. C'est une guerre de pillage. Elle vise seulement à sécuriser les investissements de grands groupes français en Afrique – et les à-côtés d'affairistes mafieux que la bourgeoisie draine toujours dans son sillage.

La guerre, le pillage des pays pauvres et le racisme sont dans la nature même du capitalisme. En finir réellement avec ces fléaux impose de renverser cet ordre social fondé sur l'exploitation des travailleurs et de tous les peuples de la planète par une petite minorité de privilégiés.

Casper se promène à Carrières

Mercredi 27 novembre de 6 à 8h, Gilles Le Borgne, Pape de la DRD, est passé à PSA Carrières, en catimini. Un petit point de com' de 10 minutes ? Non même pas ! A-t-il eu peur de se faire séquestrer ? Ou seulement violemment chahuté comme Tavares il y a quelques mois chez nos collègues de Renault Lardy ? Mais avec le PREC et les attaques tous azimuts qu'il est chargé de nous faire avaler, Le Borgne n'écoulant que son courage a préféré raser les murs.

Le père Noël est une ordure

On a eu les cadeaux de Noël du CE, une bouteille, du foie gras, un panier garni et même des jouets pour les mômes... Mais toujours pas d'augmentation. S'ils cherchaient à nous faire passer le goût du PREC, c'est raté.

Pour ne pas être mis au banc

La direction de La Garenne annonce son intention de stopper définitivement l'activité bancs moteurs sur son site. Elle serait principalement transférée sur Carrières. Une soixantaine de collègues seraient impactés par cette réorganisation. Avec l'accord de compétitivité tout juste signé, la mobilité forcée, c'est la réorganisation personnelle, temps de transport, changement d'horaire d'équipe, etc.

A Carrières, les préparatifs sont déjà en cours, mais avec tous les vides laissés par les départs, ce n'est pas la place qui manque.

Le couperet repoussé

Le plan de départs volontaires qui devait se clore fin décembre avec la suppression de 3 570 postes, en plus de ceux prévus à Rennes et Aulnay, sera prolongé jusqu'au 30 avril.

Les chiffres n'y étant pas (2 894 salariés ont adhéré à l'une des mesures proposées et 476 ont initialisé un dossier), la direction a préféré repousser l'échéance des départs au forçariat.

Vu le contexte actuel avec l'annonce de la retraite chapeau de Varin, la direction aurait-elle peur de jeter de l'huile sur le feu ?

Nos collègues prestataires en grève

Judi 19 novembre 500 salariés d'Altran se sont mis en grève dans tout le groupe, une pétition a recueilli 1 000 signatures. La direction menace les salariés d'une réduction de l'enveloppe budgétaire pour frais de mobilité concernant les indemnités kilométriques et paniers repas. Selon les syndicats, la perte pour les salariés pourra « aller jusqu'à 600 ou 800 € par mois ».

Les prestataires subissent la rapacité des gros clients comme PSA, que les patrons d'Altran et autres s'empressent de faire peser sur leurs salariés. Ceux d'Altran ont montré qu'ils ne se laisseront pas faire.

Pris la main dans le sac

Suite au tollé suscité par la retraite chapeau de 21 millions d'euros prévu pour le départ de Varin, la direction a revu sa copie. Varin ne toucherait « que » 310 000 € par an, soit tout de même 25 833 € par mois, le reste n'est que « provisionné ».

Elle aurait donc « provisionné » 68 années de retraite pour 5 ans d'activité ? Soit 1 500 ans de SMIC, quand des milliers de salariés du groupe sont mis dehors et que les salaires des autres sont bloqués ?

Varin s'en remet néanmoins au conseil de surveillance de PSA et à la « déontologie » du MEDEF pour décider des conditions « appropriées » ! Signe qu'il n'a pas renoncé à partir avec le pactole.

Ces 71 millions sont à nous !

Depuis des mois PSA pleure en disant que ça va mal, qu'il n'y a plus d'argent, plus de cash flow, et soudain la société a la capacité de sortir de ses coffres 71 millions.

C'est plus que la moitié des 125 millions d'économies que PSA a invoqué pour faire signer à certains syndicats un accord de compétitivité pour nous faire de travailler plus, nous déplacer au gré du patron, tout ça en nous payant moins.

Exigeons que les 71 millions de retraite chapeau des 6 hauts dirigeants de PSA soient répartis sous forme de primes à tous les salariés : 1 000 € chacun.

Le PS roule pour les actionnaires PSA

Les ministres et pontes du PS, Ayrault, Montebourg ou Aubry, ont passé la semaine à jouer les VRP en Chine pour que PSA ou Renault puissent y piller les parts de marché. À des ouvrières de la joint-venture Dongfeng-PSA, Ayrault a lancé : « Vous aimez Peugeot. Alors on va construire encore plus de Peugeot en Chine ».

Sauf qu'avec un salaire ouvrier moyen de 180 € par mois en Chine, ce n'est pas demain la veille qu'elles pourront se les acheter !

Les mauvais coups se préparent

Des rapports patronaux sur les usines de PSA Poissy et Mulhouse seront rendus public en février et avril. Ils devraient confirmer la baisse de production, voire la suppression d'une ligne sur chacun de ces 2 sites. PSA Poissy pourrait passer en monoflux en 2015. À Poissy une seule équipe produirait la 208 dès avril 2014. Pour l'instant il n'y a qu'un vague projet de nouveau véhicule pour 2018, dans plus de 4 ans !

Ce qui est sûr c'est que la direction ne fera aucun cadeau. Elle est prête à cacher pendant des années son intention de faire mourir à petit feu une usine comme elle l'a fait pour PSA Aulnay. S'il faut sauver nos emplois, nous ne pourrions compter que sur nos mobilisations.